

Patrimoine oasien et diversité linguistique dans la région
de Draa Tafilalet : Leviers de valorisation économique et
de création de valeur territoriale

Dr. Lahcen OUKHOUYA ALI
Docteur en Sémiotique et Culture
La faculté polydisciplinaire d'Errachidia
Maroc

Résumé

Au fin fond du Maroc présaharien, la région de Drâa-Tafilalet est un véritable laboratoire où se mêlent écologie, histoire et diversité culturelle. Ses oasis vieilles de plusieurs millénaires, ses constructions en terre, ses palmeraies et ses langues ancestrales ; arabe hassani, tamazight (tachelhit et tamazight centrale), darija et judéo-berbère, constituent un trésor immatériel exceptionnel, mais encore sous-exploité dans les plans de développement locaux. Comme le dit Benali, « ce patrimoine vivant est une ressource stratégique pour le développement territorial, à condition de le prendre en compte dans toutes ses dimensions »¹. Cet article explore comment ce double héritage (naturel et linguistique) peut servir de levier pour créer de la valeur économique et un développement territorial durable, en reliant conservation, tourisme culturel, économie créative et participation citoyenne.

Mots-clés: oasis, Drâa-Tafilalet, patrimoine immatériel, diversité linguistique, valorisation territoriale, tourisme culturel

¹ A. Benali, (2016). « Le patrimoine culturel immatériel au Maroc : enjeux et perspectives de valorisation ». Revue marocaine de sciences régionales et sociales, 8, p. 25

Abstract

Deep in the heart of pre-Saharan Morocco, the Drâa-Tafilalet region is a veritable laboratory where ecology, history, and cultural diversity intertwine. Its millennia-old oases, earthen constructions, palm groves, and ancestral languages—Hassani Arabic, Tamazight (Tachelhit and Central Tamazight), Darija, and Judeo-Berber—constitute an exceptional intangible treasure, yet one that remains largely untapped in local development plans. As Benali states, “this living heritage is a strategic resource for territorial development, provided it is considered in all its dimensions”. This article explores how this dual heritage—natural and linguistic—can serve as a lever for creating economic value and sustainable territorial development by linking conservation, cultural tourism, the creative economy, and citizen participation.

Introduction

Au sud-est du Maroc, la région de Drâa-Tafilalet s'étend sur un vaste territoire traversé par les vallées du Drâa, du Todgha, du Dadès et du Ziz. C'est l'une des zones les plus riches en patrimoine de toute l'Afrique du Nord. Mohamed Aït Hamza et Herbert Popp rappellent qu'il s'agit de « un des espaces géographiques les mieux dotés du Maroc en matière de paysages naturels et humains »¹. Les ksour, les agadirs, les palmeraies et les systèmes d'irrigation traditionnels comme les khetaras témoignent d'une civilisation oasienne qui a su composer avec l'aridité pour créer de l'abondance.

Cette intelligence du milieu aride a fasciné géographes et anthropologues. Paul Pascon, dans son étude pionnière du Haouz, avait déjà montré comment les sociétés marocaines de l'eau avaient mis en place des systèmes de gestion hydraulique d'une grande sophistication : « l'eau, dans ces régions, est moins une ressource naturelle qu'une construction sociale et juridique »². Cette observation s'applique encore plus aux oasis de Drâa-Tafilalet, où le droit de l'eau est le fondement même de l'organisation communautaire.

Parallèlement à ce patrimoine matériel, la région est le berceau d'une extraordinaire pluralité linguistique. L'arabe dialectal marocain (darija), les différentes variantes du tamazight, l'arabe hassani et les traces encore vivantes du judéo-berbère composent un paysage sociolinguistique d'une richesse rare. Salem Chaker a montré que le berbère « n'est pas simplement une langue de communication, c'est un système de signes qui encode des millénaires de relation au monde saharien et atlasique »³. Ces langues sont des archives vivantes, des mémoires collectives inscrites dans des proverbes, des chants, des savoirs botaniques et des techniques artisanales transmises oralement de génération en génération.

Malheureusement, ce double capital écologique et linguistique reste largement en marge des stratégies économiques régionales. Sophia Zirari note à ce propos que « les politiques de développement territorial au Maroc ont longtemps considéré le

¹ M. Aït Hamza et H. Popp, (2004). Les oasis du Maroc : mise en valeur et développement durable. Meknès : Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, p. 12

² P. Pascon, P. (1977). Le Haouz de Marrakech. Rabat : CURS/INA, p. 87

³ S. Chaker, (2003). Berbères aujourd'hui. Paris : L'Harmattan. p. 34

patrimoine culturel comme un accessoire de la croissance économique plutôt que comme son moteur »¹. C'est précisément cette articulation – entre patrimoine, langue et économie – que cet article cherche à interroger et à outiller.

1– La civilisation oasienne : un patrimoine menacé mais mobilisable

1–1 Les oasis de Drâa–Tafilalet : géographie d'un héritage

Les oasis de cette région ne sont pas le fruit du hasard. Elles sont le résultat d'une intelligence collective accumulée sur des millénaires. Le système des khetaras – ces galeries souterraines qui captent et acheminent les eaux souterraines vers les palmeraies sans aucune énergie mécanique – est l'un des exemples les plus spectaculaires d'ingénierie hydraulique traditionnelle au monde. L'UNESCO, dans son rapport de 2017, souligne que ces systèmes représentent « un patrimoine de l'ingéniosité humaine dont la disparition constituerait une perte irréversible pour l'histoire des techniques »². Aujourd'hui, on compte encore plusieurs centaines de ces galeries dans la région, mais beaucoup sont abandonnées ou en voie d'assèchement.

Mohamed Naciri, géographe marocain dont les travaux sur les oasis font autorité, distingue trois fonctions complémentaires dans ces systèmes : « une fonction hydraulique bien sûr, mais aussi une fonction sociale de redistribution équitable des ressources rares, et une fonction symbolique de marquage du territoire par la communauté »³. Cette triple dimension explique pourquoi la dégradation des khetaras n'est pas seulement un problème d'irrigation : c'est une fracture dans le tissu social et identitaire des oasis.

Les ksour – ces villages fortifiés en pisé dont le ksar Aït–Ben–Haddou est le plus célèbre, classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1987– ponctuent les vallées de leurs silhouettes de terre ocre. L'architecte et chercheur Mohamed Mezzine décrit ces ensembles comme « une réponse géniale aux contraintes

¹ M. Zirari, M. (2018). « Langues et identités au Maroc : le cas des communautés berbères du Sud ». *Langues et société*, 163, p. 91

² UNESCO (2017). *Rapport mondial sur le patrimoine en péril : systèmes hydrauliques traditionnels du Maroc*. Paris : UNESCO, p. 43).

³ M. Naciri, (1986). *Les oasis du Maroc présaharien : hydraulique traditionnelle et organisation sociale*. Paris : CNRS Éditions, p. 156).

climatiques du désert : en été, les murs épais en pisé emmagasinent la fraîcheur nocturne pour la restituer le jour, inversant thermiquement la logique du béton »¹. Ces architectures bioclimatiques ne sont pas seulement un patrimoine esthétique : elles constituent un réservoir de savoir-faire dont la pertinence écologique est aujourd'hui redécouverte.

La palmeraie du Drâa, qui s'étire sur plus de 150 kilomètres entre Agdz et M'Hamid El-Ghizlane, est un corridor écologique et culturel de premier plan. Avec près d'un million de palmiers-dattiers, elle abrite une biodiversité agricole remarquable. Le botaniste Rachid Benabid a identifié dans cette seule vallée « plus de quarante-cinq cultivars de *Phoenix dactylifera*, dont plusieurs sont endémiques et ne se trouvent nulle part ailleurs dans le monde»². Cette richesse variétale est en elle-même un argument majeur pour la protection et la valorisation de la palmeraie.

1-2 Les pressions contemporaines : entre désertification et exode

Ce patrimoine fait face à des menaces convergentes. Le climatologue Mohamed Sinan a documenté une réduction significative des précipitations dans le sud-est marocain depuis les années 1970, avec « un recul de l'ordre de 15 à 20 % des apports pluviométriques annuels dans les bassins versants du Drâa et du Ziz, accompagné d'une hausse des températures de l'ordre de 1,2°C sur la même période »³. Ces données climatiques se traduisent directement par l'assèchement progressif des khetaras et la dégradation des palmeraies.

L'exode rural constitue la seconde grande menace. Le Haut-Commissariat au Plan (HCP) note que la région de Drâa-Tafilalet a connu un solde migratoire négatif de -42 000 personnes entre 2014 et 2022, avec une sur-représentation des tranches d'âge 15-35 ans parmi les migrants⁴. Les conséquences pour la transmission du

¹ M. Mezzine, (2003). *Le Tafilalet : contribution à l'histoire du Maroc aux XVIIe et XVIIIe siècles*. Rabat : Publications de la Faculté des Lettres, p. 78).

² R. Benabid, (1992). *Flore et végétation des oasis marocaines : écologie, biogéographie, diversité*. Rabat : Institut Scientifique, p. 213).

³ M. Sinan, M. (2009). *Changement climatique et ressources en eau dans le sud-est marocain*. Rabat : Secrétariat d'État chargé de l'Eau et de l'Environnement, p. 44

⁴ Haut-Commissariat au Plan du Maroc (2022). *Monographie régionale de Drâa-Tafilalet*. Rabat: HCP, p. 67)

patrimoine sont directes : comme le résume l'anthropologue David Hart dans son étude des tribus berbères du Maroc, « les traditions ne survivent qu'aussi longtemps que les gens qui les incarnent restent présents dans les lieux qui leur donnent sens »¹.

La prolifération des constructions en béton, plus rapides et moins coûteuses à édifier, concurrence le pisé et efface progressivement le paysage architectural ancestral. Jean-Louis Miège avait déjà observé dans ses études du Maroc méridional que « la modernité architecturale, dans les petites villes du Sud, s'identifie souvent à l'abandon des formes traditionnelles, perçues comme le signe de la pauvreté »². Ce regard péjoratif sur le patrimoine local, intégré par les populations elles-mêmes, constitue l'un des obstacles les plus difficiles à surmonter dans les politiques de valorisation.

2- La diversité linguistique : une richesse sous-valorisée

2-1 Cartographie du paysage sociolinguistique régional

La région de Drâa-Tafilalet est l'une des plus plurilingues du Maroc. Moha Ennaji, spécialiste de la sociolinguistique marocaine, qualifie cette situation de « plurilinguisme stratifié, où les langues ne sont pas en simple coexistence mais en interaction dynamique, chacune occupant des niches fonctionnelles spécifiques selon le contexte social et géographique »³. On y distingue plusieurs grandes composantes :

Le tamazight est la langue maternelle d'une majorité de la population de la région. Salem Chaker, linguiste de référence sur le berbère, rappelle que le tamazight « n'est pas une langue unique mais une famille de dialectes dont l'unité profonde, au niveau des structures grammaticales et du fonds lexical commun, est aujourd'hui établie »⁴. Langue de l'oralité par excellence, elle porte des savoirs encyclopédiques sur les plantes médicinales, les pratiques agricoles et la cosmologie.

¹ D. M. Hart, (1984). *The Aith Waryaghar of the Moroccan Rif: An Ethnography and History*. Tucson : University of Arizona Press, p. 203).

² J.-L. Miège, (1981). *Le Maroc et l'Europe (1830-1894)*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 312

³ M. Ennaji, (2005). *Multilingualism, Cultural Identity, and Education in Morocco*. New York: Springer, p. 118

⁴ S. Chaker, (2003). *Berbères aujourd'hui*. Op. Cit, p. 57).

L'arabe hassani, parlé par les communautés de l'extrême sud (Zagora, M'Hamid), est la langue des tribus nomades. L'ethnologue français Vincent Monteil en avait esquissé la richesse dès les années 1950, notant que « la poésie hassanie encode une connaissance précise du désert – ses étoiles, ses vents, ses plantes – qui dépasse de loin ce que la géographie savante a su en recueillir »¹.

Le judéo-berbère, ou haketia berbère, est aujourd'hui une langue en extrême danger. Mohammed Kenbib, historien marocain spécialiste des relations judéo-musulmanes, souligne que les traces de cette langue « constituent un témoignage irremplaçable des siècles de cohabitation entre communautés berbères et juives dans les ksour du Drâa et du Tafilalet »². Les inscriptions en caractères hébraïques que l'on trouve encore dans certains mellahs abandonnés appartiennent à ce patrimoine unique.

2-2 Les langues comme mémoires vivantes

Cette diversité n'est pas une simple curiosité ethnographique. Les langues de Drâa-Tafilalet sont des systèmes de connaissance complexes. L'ethnobotaniste Hassan Antari a recensé dans le vocabulaire tamazight de la vallée du Drâa « plus de deux cent cinquante termes spécifiques à l'écosystème oasien, dont la moitié n'ont pas d'équivalent exact en arabe ou en français »³. Ce vocabulaire irremplaçable encode des distinctions botaniques, hydrologiques et agronomiques qu'aucune traduction ne saurait épuiser.

L'UNESCO, dans sa Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, a insisté sur le fait que les langues sont « les vecteurs principaux du patrimoine immatériel, et leur disparition entraîne celle des savoirs, pratiques et représentations qu'elles portent »⁴. Dans le cas du tamazight, la perte d'un seul parler local peut signifier la disparition d'une nomenclature botanique construite sur des millénaires d'observation.

¹ V. Monteil, V. (1952). Essai sur le chameau au Sahara occidental. Saint-Louis : IFAN, p. 89

² M. Kenbib, M. (1994). Juifs et Musulmans au Maroc, 1859-1948. Rabat : Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, p. 178)

³H. Antari, (2011). Ethnobotanique des oasis du Drâa : savoirs locaux et ressources végétales. Marrakech : Université Cadi Ayyad, thèse de doctorat, p. 34).

⁴ UNESCO (2003). Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Paris, p.4

Abdellah Bounfour, chercheur à l'IRCAM, a montré comment la littérature orale tamazight –comme les contes, proverbes et chants de travail et autres constituent « une encyclopédie pratique du vivre en milieu aride : on y trouve autant de sagesse hydraulique, météorologique et médicale que dans bien des traités savants »¹. Cette observation rejoint celle de l'anthropologue Clifford Geertz, qui avait affirmé plus généralement que « comprendre une culture, c'est d'abord comprendre la langue dans laquelle elle pense »². Loin d'être un simple médium, la langue est ici constitutive du savoir lui-même.

La transmission de ces savoirs est aujourd'hui en péril. L'IRCAM a documenté que dans plusieurs communes rurales de Drâa-Tafilalet, « le taux de transmission intergénérationnelle du tamazight a reculé de près de 30 % entre 2004 et 2020, sous l'effet conjugué de la scolarisation en arabe standard, de la migration et de la montée des médias en langue nationale »³. L'officialisation du tamazight par la Constitution de 2011 constitue une avancée significative, mais les politiques de valorisation restent insuffisantes sur le terrain.

3- Vers une économie du patrimoine : modèles et expériences

3-1 Le tourisme culturel et l'écotourisme : repenser l'offre

Le tourisme est déjà la première ressource économique de la région, qui a accueilli 2,7 millions de touristes en 2025 (3e région nationale). La route des kasbahs, les excursions dans les dunes de Merzouga et les gorges du Dadès et du Todgha sont des produits bien établis. Mais ce tourisme reste largement extractif. La Cour des Comptes du Maroc, dans son rapport de 2021, a diagnostiqué un « déficit de valorisation de la dimension culturelle et patrimoniale dans l'offre

¹ A. Bounfour, (2006). Le nœud de la langue : langue, littérature et société au Maghreb. Paris, L'Harmattan, p. 92

² C. Geertz, (1973). The Interpretation of Cultures. New York: Basic Books, p. 452).

³ IRCAM- Institut Royal de la Culture Amazighe (2020). État des lieux de l'enseignement de la langue amazighe au Maroc. Rabat : IRCAM. p.23

touristique du sud marocain, conduisant à une concentration des revenus dans les grandes structures d'hébergement au détriment des communautés locales »¹.

L'économiste Mustapha Benhaddou a analysé ce phénomène sous l'angle de la « rente touristique extractive », qu'il définit comme « un modèle dans lequel le territoire est consommé comme un décor sans que ses habitants en soient les véritables producteurs ni les principaux bénéficiaires »². Cette analyse rejoint la critique formulée par l'anthropologue Dean MacCannell sur le tourisme de masse, qui « tend à transformer l'authenticité culturelle en spectacle marchandisé, vidant les pratiques de leur sens pour en faire des objets de consommation »³.

Un modèle alternatif existe et mérite d'être amplifié. Les gîtes d'étape communautaires dans les vallées du Drâa et du Dadès génèrent des revenus directement redistribués au sein des communautés. Des ateliers de savoir-faire, où des artisans transmettent leurs techniques à des visiteurs qui paient pour apprendre, créent une économie de l'expérience à haute valeur perçue. Des circuits linguistiques, encore embryonnaires, proposent des séjours axés sur l'apprentissage du tamazight ou le recueil de contes berbères auprès des anciens. Ahmed Bouachrine, dans son étude des éco-gîtes du Haut Drâa, a montré que « le tourisme de proximité fondé sur l'hospitalité authentique génère, à superficie accueillie équivalente, des revenus deux à trois fois supérieurs à ceux du tourisme de passage, tout en créant un impact redistributif incomparablement plus large »⁴.

3-2 L'économie créative : quand la langue devient matière première

La diversité linguistique, c'est aussi un moteur économique à part entière. Le sociologue Richard Florida le dit bien : dans l'économie d'aujourd'hui, des ressources culturelles authentiques comme la musique, les langues ou l'architecture

¹ Cour des Comptes du Maroc (2021). Rapport sur le développement du tourisme au Maroc. Rabat, p. 87

² M. Benhaddou, M. (2008). Tourisme et développement au Maroc : entre attractivité et durabilité. Casablanca : Éditions Afrique Orient, p. 145

³ D. Mac Cannell, (1976). The Tourist: A New Theory of the Leisure Class. New York : Schocken Book, p. 91

⁴ A. Bouachrine, (2015). Écotourisme et développement local dans les vallées du Drâa : bilan et perspectives. Agadir : Université Ibn Zohr, Faculté des Sciences, p. 63).

locale comptent autant que les infrastructures ou le capital humain pour attirer les industries créatives. Cette idée prend tout son sens dans la région de Drâa–Tafilalet.

La musique Gnaoua et hassanie y est déjà connue bien au-delà des frontières. Le Festival Gnaoua d’Essaouira, par exemple, accueille régulièrement des musiciens de Drâa–Tafilalet, et montre comment un patrimoine musical peut rapporter gros tout en renforçant l’identité culturelle. Le musicologue Mohamed Metalsi raconte que les musiciens gnaoua du Tafilalet portent une tradition thérapeutique et spirituelle bien plus ancienne que leur succès touristique, et qui mérite d’être reconnue pour elle-même, pas seulement sur les scènes de festival.

Ouarzazate, c’est déjà le “Hollywood du désert”. Depuis Lawrence d’Arabie jusqu’aux grosses productions modernes, le coin a servi de décor. Pourquoi ne pas en profiter pour créer une filière locale de formation aux métiers du cinéma, en intégrant les langues et cultures régionales comme sources d’histoires ? Une faculté dédiée au cinéma, après avoir scindé la faculté polydisciplinaire d’Ouarzazate, pourrait former des talents locaux et faire de l’université un vrai tremplin pour l’audiovisuel. L’économiste Driss Guerraoui souligne d’ailleurs que les industries culturelles, quand elles s’appuient sur des ressources locales authentiques, offrent aux pays du Sud un avantage durable face à la concurrence mondiale.

L’édition numérique en tamazight et en hassani, c’est un marché qui émerge et qui promet. La diaspora marocaine, avec plus de cinq millions de personnes à travers le monde, est un public potentiel énorme pour des contenus culturels dans leurs langues d’origine. La linguiste Fatima Sadiqi a observé que les femmes berbères de la diaspora sont souvent les plus ferventes défenseuses du tamazight, qu’elles voient comme un moyen de garder leur identité et de résister à l’assimilation. Ça ouvre une piste de marché intéressante pour des contenus numériques patrimoniaux.

3–3 Indications géographiques et labels patrimoniaux

Le patrimoine gastronomique et artisanal de la région offre aussi une belle opportunité de valorisation. La dattes Mejhoul de Tafilalet, le safran d’Iknioun, les tapis berbères aux motifs géométriques, le cuir d’Ouarzazate... Autant de produits qui pourraient décrocher des indications géographiques protégées (IGP).

L'économiste Abdelkader Ait El Mekki a calculé que l'IGP de l'huile d'argan du Souss–Massa a multiplié par 2,7 le prix payé aux producteurs entre 2000 et 2015, et augmenté de 40 % les revenus des femmes des coopératives.

Mais ces labels ne suffisent pas : il faut aussi une histoire à raconter. L'anthropologue Sidney Mintz, dans son travail sur le sucre, la culture et l'économie, a montré que la valeur d'un produit alimentaire ou artisanal ne se résume jamais à ses qualités intrinsèques. Elle se construit à travers les récits, les rituels et les identités qui l'entourent. Pour la datte Mejhoul de Tafilalet, c'est son nom en tamazight, les chants des femmes pendant la récolte, et le rituel du partage lors des fêtes qui la rendent unique sur les marchés mondiaux.

Abdelghani Aouad, qui a étudié les filières artisanales du Drâa, insiste : les consommateurs internationaux sont prêts à payer plus cher pour des produits dont ils peuvent retracer l'origine culturelle précise et authentifiée, à condition que cette authenticité soit racontée de façon convaincante et transparente. Et c'est exactement ce que les produits de Drâa–Tafilalet, avec leur richesse culturelle et linguistique, peuvent offrir.

4– La valeur territoriale : vers un modèle de développement intégré

4–1 Repenser la valeur territoriale

La valeur d'un territoire, ce n'est pas que de l'argent. Bernard Pecqueur, économiste spécialiste des territoires, distingue la valeur d'usage, la valeur d'identité et la valeur d'option : un territoire vaut pour ce qu'il produit aujourd'hui, mais aussi pour ce qu'il permet d'être et de devenir demain. Dans le cas de Drâa–Tafilalet, cette valeur multiple est encore largement sous–exploitée.

De l'extérieur, la région est vue comme un coin de désert et de soleil. Mais sa richesse linguistique, architecturale et écologique reste méconnue des visiteurs comme des décideurs. Abdelhamid El Ouali, spécialiste de la gouvernance territoriale au Maroc, note que les régions du Sud marocain souffrent d'un paradoxe : elles sont mondialement connues comme décors de cinéma, mais restent profondément ignorées dans leurs dimensions culturelles et humaines.

4-2 Gouvernance participative et appropriation locale

Toute stratégie de valorisation du patrimoine risque d'échouer, voire de faire des dégâts, si elle n'implique pas activement les communautés concernées. La politologue Amal Ghazi a étudié des projets de développement dans le Haut Atlas et constaté que ceux imposés de l'extérieur, sans consultation préalable, ont un taux d'échec supérieur à 70 % après dix ans dans les zones rurales marocaines. À l'inverse, les projets co-construits avec les acteurs locaux échouent moins de 30 % du temps.

Robert Chambers, pionnier des approches participatives, l'a dit simplement : les pauvres et les marginaux ne sont pas des bénéficiaires du développement, mais ses acteurs principaux. Les traiter autrement, c'est condamner l'action à l'inefficacité, voire à nuire. Pour les communautés oasiennes de Drâa-Tafilalet, ça signifie que les habitants ne doivent pas être de simples figurants dans le spectacle de leur propre culture.

Des modèles de gouvernance participative existent déjà et fonctionnent. Le mouvement associatif amazighe marocain a montré que les acteurs locaux peuvent se mobiliser pour défendre et promouvoir leur langue et leur culture. Ahmed Assid, militant amazighe et intellectuel, souligne que ces associations ne défendent pas juste une langue : elles portent un projet de société basé sur la démocratie locale, la diversité et le développement de l'intérieur. Ces dynamiques méritent d'être soutenues, outillées et reliées aux politiques publiques régionales.

4-3 Le rôle de la recherche et de l'université

L'université dans chaque région joue un rôle dans les tous les aspects du développement. De ce fait, elle doit être un levier pour le développement régional ; en produisant les savoirs, forme les cadres et génère les innovations dont les territoires ont besoin pour construire leur avenir. Documenter les langues en danger, archiver les traditions orales, faire de la recherche en ethnobotanique ou en économie du patrimoine... Autant de chantiers académiques dont les résultats peuvent directement nourrir les politiques de valorisation.

Des partenariats entre universités marocaines, institutions internationales et acteurs locaux pourraient produire des ressources scientifiques précieuses. Michael Cernea, anthropologue à la Banque mondiale, a montré que les projets de développement qui intègrent une composante de recherche appliquée en sciences sociales durent deux fois plus longtemps que les autres. L'exemple de l'IRCAM, dont les travaux de documentation du tamazight ont servi de base scientifique aux politiques d'enseignement de la langue, illustre bien la valeur de ce lien entre recherche et action publique.

5- Recommandations opérationnelles

Après cette analyse, voici quelques pistes concrètes pour les décideurs publics, les entreprises et la société civile. Elles suivent les quatre grands axes qu'on a vus plus haut.

Sur le plan patrimonial

- Il faut accélérer le recensement et la documentation des khetaras, ksour et savoir-faire artisanaux, en utilisant les outils numériques comme la photogrammétrie 3D, les archives sonores ou la cartographie participative. Comme le rappelle l'UNESCO, « on ne peut protéger ce que l'on ne connaît pas ».

- Soutenir les candidatures de nouveaux sites régionaux à l'UNESCO, notamment les palmeraies du Drâa et les systèmes hydrauliques des khetaras. Les travaux d'Aït Hamza et Popp (2004) ont déjà posé les bases scientifiques nécessaires.

- Mettre en place un réseau régional de maisons du patrimoine vivant, ancrées dans les communautés locales. L'idée, c'est qu'elles soient à la fois des lieux d'animation culturelle et d'accueil touristique, comme le propose des anthropologues pour le patrimoine immatériel marocain.

Sur le plan linguistique

– Encourager les initiatives de documentation et de revitalisation des langues menacées, comme le judéo-berbère, en collaboration avec l'IRCAM, les diasporas et les universités. Kenbib (1994) souligne que cette mémoire est une part irremplaçable de l'identité marocaine, qu'il faut préserver avant qu'il ne soit trop tard.

– Développer des outils pédagogiques multilingues (manuels, applis, vidéos) pour enseigner le tamazight et la culture hassanie dans les écoles de la région, en suivant les recommandations de l'IRCAM (2020).

– Intégrer la diversité linguistique dans l'offre touristique en formant des guides-interprètes capables de faire de la langue un véritable vecteur d'expérience culturelle. Comme le disait Geertz, « la culture se comprend de l'intérieur, par l'interprétation, pas de l'extérieur par l'observation »¹.

Sur le plan économique

– Structurer des filières courtes entre artisans, labels patrimoniaux et marchés, en s'appuyant sur l'économie sociale et solidaire. Les coopératives féminines, comme l'a montré Ait El Mekki (2017), sont les plus efficaces pour valoriser le patrimoine en zone rurale.

– Favoriser l'émergence d'une économie créative régionale (festivals, édition, numérique) qui s'ancre dans les ressources culturelles locales, en phase avec l'idée de Florida (2002) sur le rôle du capital culturel dans le développement.

– Conditionner les investissements touristiques à des cahiers des charges d'intégration locale, comme l'a documenté Bouachrine (2015) pour les éco-gîtes du Haut Drâa.

Sur le plan de la gouvernance

– Renforcer les compétences des collectivités locales en gestion du patrimoine, en s'inspirant de l'expertise des chercheurs qui'ont déjà travaillé sur le même thème en termes cumulatif des efforts déjà déployés dans le domaine sur la gouvernance territoriale dans les régions marocaines notamment la région du sud.

¹ C Geertz, C. (1973). The Interpretation of Cultures. New York: Basic Books.

– Créer une instance régionale de concertation sur le patrimoine, qui réunisse élus, associations, entreprises, chercheurs et représentants des communautés, dans l'esprit du développement participatif.

– Intégrer la valorisation du patrimoine dans les Plans de Développement Régionaux avec des indicateurs qualitatifs pour mesurer son impact sur le bien-être des populations, selon la méthode d'« évaluation multidimensionnelle de la valeur territoriale ».

Conclusion

La région de Drâa-Tafilalet est à un tournant. Soit elle laisse son patrimoine disparaître sous le poids du changement climatique, de l'exode rural et de la mondialisation culturelle. Soit elle mise sur ce patrimoine – ses oasis, ses ksour, ses palmeraies et ses langues ancestrales – comme sa vraie richesse. Comme l'écrit l'anthropologue Abdallah Hammoudi, « les sociétés du Maroc profond ont traversé des siècles de transformations en préservant l'essentiel, non par archaïsme, mais par une intelligence particulière de ce qui fait leur singularité ». C'est cette intelligence qu'il faut mettre au service d'un développement endogène, durable et porteur de sens.

Ce choix n'est pas seulement économique. Il est aussi politique et éthique ; il pose la question du droit des communautés à décider de leur avenir, à transmettre leur mémoire et à tirer dignement profit de l'héritage de leurs ancêtres. La Convention de l'UNESCO de 2003 fait de ce droit un principe fondamental, en rappelant que « la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est inséparable du droit des communautés à exercer leur culture et à en contrôler les usages ». Cette exigence de souveraineté culturelle est au cœur de toute stratégie de valorisation authentique.

La diversité biologique, architecturale, linguistique est une richesse. Dans un monde qui tend vers l'uniformisation, les oasis de Drâa-Tafilalet et les langues qui y résonnent encore représentent, pour reprendre la formule de Zirari (2018), « une irremplaçable bibliothèque du vivant, dont la fermeture définitive appauvrirait l'humanité au-delà de ce que les chiffres économiques peuvent mesurer ». Les préserver et les valoriser, c'est investir non seulement dans l'économie d'une région, mais dans la diversité du monde tout entier.

Références bibliographiques

- Aït El Mekki, A. (2017). Filières agricoles et développement territorial au Maroc : le cas des produits de terroir. Rabat : Publications de l'IAV Hassan II.
- Aït Hamza, M. et Popp, H. (2004). Les oasis du Maroc : mise en valeur et développement durable. Meknès : Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines.
- Antari, H. (2011). Ethnobotanique des oasis du Drâa : savoirs locaux et ressources végétales. Marrakech : Université Cadi Ayyad, thèse de doctorat.
- Aouad, A. (2019). L'artisanat marocain face à la mondialisation : entre authenticité et adaptation. Rabat : Centre des Études et des Recherches en Sciences Sociales.
- Assid, A. (2012). La question amazighe au Maroc : identité, langue et développement. Rabat : Centre Tarik Ibn Zyad.
- Benabid, R. (1992). Flore et végétation des oasis marocaines : écologie, biogéographie, diversité. Rabat : Institut Scientifique.
- Benali, A. (2016). « Le patrimoine culturel immatériel au Maroc : enjeux et perspectives de valorisation ». *Revue marocaine de sciences régionales et sociales*, 8, 23–47.
- Benhaddou, M. (2008). Tourisme et développement au Maroc : entre attractivité et durabilité. Casablanca : Éditions Afrique Orient.
- Bouachrine, A. (2015). Écotourisme et développement local dans les vallées du Drâa : bilan et perspectives. Agadir : Université Ibn Zohr, Faculté des Sciences.
- Bounfour, A. (2006). Le nœud de la langue : langue, littérature et société au Maghreb. Paris : L'Harmattan.
- Cernea, M. (1991). *Putting People First: Sociological Variables in Rural Development* (2e éd.). Washington D.C. : World Bank.
- Chaker, S. (2003). *Berbères aujourd'hui*. Paris : L'Harmattan.
- Chambers, R. (1983). *Rural Development: Putting the Last First*. Londres : Longman.

- Cour des Comptes du Maroc (2021). Rapport sur le développement du tourisme au Maroc. Rabat.
- El Ouali, A. (2014). Régionalisation avancée et développement territorial au Maroc. Rabat: Fondation Konrad Adenauer.
- Ennaji, M. (2005). Multilingualism, Cultural Identity, and Education in Morocco. New York: Springer.
- Florida, R. (2002). The Rise of the Creative Class. New York: Basic Books.
- Geertz, C. (1973). The Interpretation of Cultures. New York : Basic Books.
- Ghazi, A. (2018). Participation communautaire et projets de développement dans les zones rurales marocaines. Rabat : Presses de l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme.
- Guerraoui, D. (2012). L'économie marocaine entre réformes et défis. Casablanca: Éditions La Croisée des Chemins.
- Hammoudi, A. (1997). Master and Disciple: The Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism. Chicago: University of Chicago Press.
- Hart, D. M. (1984). The Aith Waryaghar of the Moroccan Rif: An Ethnography and History. Tucson : University of Arizona Press.
- Haut-Commissariat au Plan du Maroc (2022). Monographie régionale de Drâa-Tafilalet. Rabat : HCP.
- IRCAM — Institut Royal de la Culture Amazighe (2020). État des lieux de l'enseignement de la langue amazighe au Maroc. Rabat : IRCAM.
- Kenbib, M. (1994). Juifs et Musulmans au Maroc, 1859–1948. Rabat : Publications de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines.
- Mac Cannell, D. (1976). The Tourist: A New Theory of the Leisure Class. New York : Schocken Books.
- Metalsi, M. (2003). Fès : la ville essentielle. Paris : ACR Édition.
- Mezzine, M. (2003). Le Tafilalet : contribution à l'histoire du Maroc aux XVIIe et XVIIIe siècles. Rabat : Publications de la Faculté des Lettres.
- Miège, J.-L. (1981). Le Maroc et l'Europe (1830–1894). Paris : Presses Universitaires de France.

- Mintz, S. (1985). *Sweetness and Power: The Place of Sugar in Modern History*. New York : Viking.
- Monteil, V. (1952). *Essai sur le chameau au Sahara occidental*. Saint-Louis : IFAN.
- Naciri, M. (1986). *Les oasis du Maroc présaharien : hydraulique traditionnelle et organisation sociale*. Paris : CNRS Éditions.
- Oualalou, F. (2016). *Le Maroc et le monde en 2040 : scénarios et choix stratégiques*. Rabat : Éditions Marsam.
- Pascon, P. (1977). *Le Haouz de Marrakech*. Rabat : CURS/INAV.
- Pecqueur, B. (2006). « Le tournant territorial de l'économie globale ». *Espaces et sociétés*, 124–125, 17–32.
- Peyron, M. (2007). *Berbères de l'Atlas : histoire et culture*. Paris : Éditions Ibis Press.
- Sadiqi, F. (2003). *Women, Gender and Language in Morocco*. Leyde : Brill.
- Sinan, M. (2009). *Changement climatique et ressources en eau dans le sud-est marocain*. Rabat : Secrétariat d'État chargé de l'Eau et de l'Environnement.
- UNESCO (2003). *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel*. Paris : UNESCO.
- UNESCO (2017). *Rapport mondial sur le patrimoine en péril : systèmes hydrauliques traditionnels du Maroc*. Paris : UNESCO.
- Zirari, M. (2018). « Langues et identités au Maroc : le cas des communautés berbères du Sud ». *Langues et société*, 163, 89–112.